

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 86 (1944)
Heft: 6

Artikel: Les opérations du corps expéditionnaire anglais en mai 1940 :
supplement to The London Gazette of Friday, the 10th October [suite]
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-650339>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les opérations du corps expéditionnaire anglais en mai 1940¹

Supplement to The London Gazette of Friday, the 10th October 1941.

(Suite)

Troisième phase des opérations (26-31 mai)

LA DÉCISION DE LA RETRAITE.

A 18 heures, ce soir-là (25 mai), j'étais convaincu que les mesures que j'avais prises pour garder mon flanc gauche se révéleraient insuffisantes pour faire face au danger croissant venant du nord.

L'intention de l'attaque en tenailles de l'ennemi se précisait. Un mouvement depuis le sud-ouest de Dunkerque se dessinait et était tenu en échec ; sa contre-partie s'esquisait maintenant sur le front belge.

La brèche entre la gauche et la droite belges, qui avait été une menace pendant toute la journée, pouvait, à chaque instant devenir impossible à combler. En ce cas, mon espoir d'arriver à la côte s'évanouissait. Ici, il convient de rappeler que je n'avais pas de réserves, hors un seul régiment de cavalerie et les deux divisions (5^e et 50^e) déjà désignées pour l'attaque vers le sud.

La 1^{re} armée française, qui n'était pas aussi gravement touchée que les B. E. F. par l'aspect que les choses prenaient sur le front belge, avait accepté, comme on s'en souvient,

¹ Voir les numéros de mars, avril et mai 1944.

de fournir trois divisions et le corps de cavalerie pour cette attaque. Ainsi, même si aucune division anglaise n'était disponible, la possibilité d'effectuer cette opération ne disparaissait pas complètement. Mais je comprenais bien que, sans l'appui britannique, il n'était guère vraisemblable que les Français prissent l'offensive. Même dans ces conditions, la situation empirait si vite sur mon flanc nord qu'il n'y avait pas d'alternative à l'occupation aussi vite que des troupes seraient disponibles, de la ligne du canal Ypres-Comines et des positions couvrant Ypres. Je donnai donc l'ordre à la 50^e division de se joindre immédiatement au 2^e corps et, peu après, je donnai l'ordre à la 5^e d'en faire autant. Le 2^e corps plaça la 5^e division sur son flanc gauche, au nord vers Halluin, le long du canal Ypres-Comines, avec la 50^e sur sa gauche, autour d'Ypres. Également à ce moment, la plus grande partie de l'artillerie moyenne et lourde du 1^{er} et du 2^e corps étaient rassemblées sous le commandement de ce dernier, et le succès de la défense des positions Ypres-Comines et de celles d'Ypres, qui se continua durant les trois journées suivantes, fût dû en grande partie à ces unités d'artillerie qui combattirent jusqu'à leur dernier coup.

Le commandant du 3^e corps, qui n'avait plus maintenant à prendre part à l'attaque vers le sud, reçut l'ordre de prendre le commandement du front entre Saint-Omer et Rachesmet il releva le 26 mai le major-général Eastwood.

Je fis immédiatement part de ma décision au quartier général du 1^{er} groupe d'armée français, mais il me fut impossible d'atteindre le général Blanchard lui-même ce soir-là, car il s'était rendu au G. Q. G. belge à Bruges. Mais j'allai le voir à son quartier général d'Attiches le lendemain matin (26 mai), au moment où l'ennemi attaquait à Carvin et venait de pénétrer dans le périmètre de la division Nord-Africaine près du bois d'Epinoy. Je vis que le général Blanchard redoutait également l'écroulement de l'armée belge, et sentait que le moment pour une contre-attaque vers le sud était passé. Il

avait même décidé que la situation sur les deux flancs rendait une retraite nécessaire.

Après une heure de discussion, nous arrivâmes à établir un plan de retraite commun derrière la ligne de la Lys pour le gros des troupes. Pour l'exécuter, il fallait que la situation belge n'empirât pas.

Ainsi s'évanouit le dernier espoir de sortie. La position des B. E. F. évoluait vers son aspect définitif. Partant d'une situation relativement normale, avec des troupes alliées à droite et à gauche, il avait fallu former et toujours étendre une droite défensive. Elle était devenue une ligne semi-circulaire, les deux extrémités appuyées sur la mer, tenue par les Belges, les Français et les Anglais. Plus tard, cette position prit la forme d'un corridor. L'extrémité sud était bloquée par la 1^{re} armée française ; chaque côté était occupé sur la plus grande partie de la longueur, par des troupes britanniques. Près de la mer se trouvaient, à l'ouest des troupes françaises, à l'est des troupes françaises et belges.

Le problème immédiat consistait à raccourcir ce périmètre. Les troupes françaises et britanniques tenaient entre elles un front de 128 milles, dont 97 par les Britanniques, à l'exception de quelques secteurs tenus en commun avec les Français. L'impossibilité pratique d'utiliser Dunkerque comme port de débarquement rendait la question du ravitaillement encore plus difficile, et la situation des réserves de munitions ne permettait de tirer qu'avec la plus stricte économie.

LE PLAN DE RETRAITE.

Plus tard, dans la journée du 26 mai, je discutai le plan de retraite avec les commandants de corps, et je donnai des ordres coïncidant avec les termes de l'accord auquel j'étais arrivé le matin avec le général Blanchard. Ce plan, tel qu'il avait été établi avec le 1^{er} groupe d'armées françaises, prévoyait l'usage exclusif de certaines routes par les B. E. F.

Mais, en réalité, les troupes et les transports français continuèrent à les utiliser, et ceci augmenta beaucoup la complication de la retraite des troupes anglaises. Il y avait peu de routes, elles étaient assez étroites et, pendant les trois jours suivants, elles furent terriblement encombrées par les troupes en marche, les voitures à chevaux des détachements français et les réfugiés.

Dans la nuit du 26 au 27 mai, le 1^{er} et le 2^e corps, laissant une arrière-garde sur les défenses de la frontière, devaient se retirer sur l'ancienne position de réserve de division, avec leur droite à Fort Sainghin (5 milles au sud-est de Lille), tandis que les Français étendaient leur ligne de Thumeries jusqu'au canal, à Pont-à-Vendin, se rattachant là à la 2^e division. La nuit suivante (27 au 28), le gros des troupes devait se retirer derrière la Lys, laissant une arrière-garde sur le canal de la Deule, jusqu'à sa jonction avec la Deule, à Deulemont : ces arrière-gardes devaient rester jusqu'à la nuit suivante (28 au 29). L'effet immédiat de ces mesures serait le raccourcissement du périmètre total de 50 milles mais, de l'autre côté, je devais prévoir la nécessité d'avoir à occuper le front depuis Ypres jusqu'à la mer, environ 25 mille que tenait encore l'armée belge.

Il restait à envisager l'avenir. Je n'avais pas encore discuté avec le général Blanchard la possibilité d'un repli vers la mer. Mais celle-ci n'avait pas dû lui échapper, non plus qu'à moi car, bien que, jusque-là, aucune instruction ne m'eût été donnée, m'autorisant à entreprendre une pareille opération, j'en avais prévu l'éventualité comme je l'ai dit, si elle devenait urgente.

Au retour de ma conférence avec le général Blanchard, vers 10 h. 30, je trouvais le télégramme suivant du secrétaire d'Etat : « J'ai eu des informations portant que l'offensive française depuis la Somme ne peut être lancée avec des forces suffisantes, donnant l'ombre de chances de s'accorder avec nos alliés, dans le nord. Si c'est vrai, vous aurez à faire face

à une situation dans laquelle l'élément prédominant devra être la sécurité des B. E. F. Dans ces conditions, une seule voie vous restera : forcer votre chemin vers l'ouest, où toutes les plages et tous les ports à l'est de Gravelines serviront à l'embarquement. La marine fournira une escadre de grands et petits bateaux et la R. A. F. appuiera de toutes ses forces. Comme la retraite peut devoir commencer incessamment, les plans doivent être préparés d'urgence... Le premier ministre voit M. Reynaud demain après-midi, lorsque la situation sera entièrement éclaircie, y compris l'attitude des Français au sujet de cette action éventuelle ».

Je répondis qu'un plan de retraite vers le nord-ouest avait été combiné ce matin avec les Français. J'ajoutais que les nouvelles du front belge étaient inquiétantes et je terminai en disant : « ... Je ne dois pas vous cacher qu'une grande partie des B. E. F. et de leur équipement seront inévitablement perdus, même en mettant tout au mieux ».

Plus tard dans la journée, j'eus le télégramme suivant du Ministère de la Guerre : « Le premier ministre a conféré avec M. Reynaud cet après-midi. Ce dernier lui a entièrement expliqué la situation et les ressources de l'armée française. Il est clair qu'il sera impossible aux Français de lancer du sud une attaque assez puissante pour faire la jonction avec les armées du nord. Dans ces circonstances, vous n'avez pas d'autre alternative que la retraite sur la côte... M. Reynaud communique avec le général Weygand et ce dernier donnera sans doute immédiatement des ordres dans ce sens. Vous êtes désormais autorisé à opérer immédiatement vers la côte en liaison avec les armées françaises et belges. »

LA SITUATION DE L'ARMÉE BELGE.

La situation du front belge me causait une inquiétude croissante. A la conférence d'Ypres, dans la soirée du 21 mai, S. M. le roi des Belges avait admis que, s'il était forcé d'abandon-

donner ses positions sur la Lys, il se retirerait sur l'Yser, restant en contact avec la gauche des B. E. F. Cependant, à présent, il était évident que l'armée belge était forcée de se retirer vers le nord en s'éloignant du canal de l'Yser. Dans ces conditions, la défense de l'ensemble de la ligne, jusqu'à la mer, semblait devoir retomber sur nous et les Français, comme cela s'est effectivement produit.

L'amiral Sir Roger Keyes, qui établissait la liaison avec S. M. le roi des Belges depuis le début des opérations, vint au grand quartier général le matin du 26, et je lui exprimai mon espoir que l'armée belge battrait en retraite sur l'Yser. Sir Roger Keyes rapporta ce message au G. Q. G. belge, à Bruges, où il vit le roi ; il me télégraphia plus tard, disant que les Belges feraient de leur mieux, mais que S. M. considérait que la seule méthode pour éviter un désastre immédiat et complet, consistait à lancer, tout de suite, une puissante contre-offensive entre l'Escaut et la Lys. Mais une pareille opération était absolument hors de question : la 5^e et la 50^e divisions étant engagées ailleurs, mes réserves étaient de nouveau réduites à un faible régiment de cavalerie.

L'indication que l'armée belge se retirerait vers le nord, et non vers l'Yser fut confirmée par une note, dont je reçus la copie, qui avait été envoyée le 26 par le général Michiels, chef d'état-major de l'armée belge, au général Neissens, chef de la mission belge au grand quartier général britannique. Cette note contenait le passage suivant : « Aujourd'hui 26 mai, l'armée belge est attaquée avec une extrême violence sur le front Menin-Nevele (8 milles à l'ouest de Gand) ; puisque la bataille s'étend maintenant sur tout le secteur d'Ecloo, le manque de réserves belges nous rend impossible d'étendre nos limites, définies hier, plus à droite. Nous devons donc dire, à notre grand regret, que nous n'avons plus de forces disponibles pour fermer la brèche en direction d'Ypres. Quant à la retraite sur l'Yser, il ne peut en être question, car elle détruirait nos unités combattantes plus rapidement que la

bataille qui se déroule en ce moment, et ceci sans pertes pour l'ennemi ».

En recevant cette information, au matin du 26 mai, je demandai au secrétaire d'Etat de faire une très forte pression sur le gouvernement belge, pour l'amener à faire retirer son armée vers l'ouest, en restant en contact avec les B. E. F. Je fis une communication identique à Sir Roger Keyes, mais sa réponse ne parvint jamais à mon quartier général.

26 MAI, FRONTS SUD ET OUEST.

Sur le reste du front, le 26 mai fut marqué par une recrudescence générale de l'activité aérienne. L'attaque ennemie, qui se développait contre la division nord-africaine à Carvi, lorsque je fis visite au général Blanchard à Attiches, fut repoussée par l'intervention rapide de deux bataillons de la 50^e division qui se déployèrent derrière les troupes françaises.

Les 2^e et 44^e divisions réagirent contre l'ennemi et parvinrent à avancer sur une certaine distance, vers l'ouest respectivement depuis Merville et Hazebrouk vers le canal.

Plus au nord, les Français avaient achevé de relever toutes nos troupes sur l'Aa depuis St-Momelin vers le nord, mais eux-mêmes, par places, avaient commencé à se retirer vers le canal de Mardyck. Il devenait donc de plus en plus nécessaire de renforcer les défenses de Bergues, et ceci s'effectua sous les ordres de la 48^e division.

LES PLANS DE RETRAITE DÉFINITIVE.

Dans la soirée (26 mai), je remis mes plans de retraite définitive. Je ne savais pas dans quelle mesure je réussirais à faire partir l'ensemble des B.E.F. par la tête de pont de Dunkerque, et je ne pouvais pas juger à quelle intensité de combat mes troupes devraient faire face pendant la retraite.

Aussi demandai-je au Ministère de la Guerre s'il serait possible d'envoyer une brigade d'infanterie de la 1^{re} division

canadienne, pour former un noyau de troupes fraîches et bien entraînées pour la tête de pont. On fit tout de suite droit à cette requête, et l'ordre fut donné d'envoyer cette brigade à Dunkerque dans la nuit du 26 au 27 mai. Mais ces ordres furent annulés le 28.

La contraction des secteurs des B.E.F. et le raccourcissement des lignes de communications rendait maintenant possible de se passer d'un grand nombre d'unités d'arrière. J'avais déjà ordonné l'embarquement d'une certaine quantité de personnel spécialisé dont on pouvait se passer, pour alléger la situation du ravitaillement, qui devenait très tendue. J'ordonnai maintenant la retraite de toutes les unités dont on n'avait pas besoin pour continuer la bataille. Ceci obligeait à laisser jusqu'au dernier moment la plupart des troupes combattantes mais, si l'on voulait utiliser les bateaux au maximum et éviter l'encombrement sur les grèves, il n'y avait pas d'autre solution.

Organiser la tête de pont de Dunkerque et combiner les détails de l'embarquement allait vraisemblablement s'avérer une tâche ardue. Le travail devait commencer séance tenante et mon quartier général avait déjà tout son temps pris par la retraite des troupes combattantes.

Je chargeai donc le lieutenant général sir Ronald Adam de cette besogne, et lui envoyai mon quartier-maître général et d'autres officiers détachés de mon état-major. Il devait prendre le commandement des troupes déjà arrivées dans ce secteur, prendre des mesures pour les 1^{er}, 2^e et 3^e corps qui battraient en retraite vers la tête de pont et organiser l'embarquement.

Il devait agir conformément aux ordres du général Fagalde, à condition que ceux-ci ne missent pas en péril les troupes britanniques.

Sir Ronald Adam remit donc le commandement du 3^e corps au major général S. R. Wason et prit ses services dans la matinée du 27 mai.

A 7 heures, ce jour-là, il prit part à une conférence à Cassel en qualité de mon représentant. A cette conférence participaient l'amiral Abrial et le général Fagalde, de Dunkerque, le général Blanchard, le général Prioux qui commandait maintenant la 1^{re} armée française, et le général Koeltz, représentant le général Weygand.

Sir Ronald Adam et le général Fagalde arrivèrent tôt et, avant le début de la conférence, ils s'étaient mis entièrement d'accord quant à l'organisation de la tête de pont.

Son périmètre devait s'étendre de Gravelines, au sud-est, au canal de la Colme, le long du canal jusqu'à Bergues et de là, par Furnes et Nieuport jusqu'à la côte belge. En fait, les Français étaient en train d'évacuer Gravelines et la partie ouest du périmètre, et ils revenaient à la ligne du canal de Mardyck depuis la mer jusqu'à Spyker sur le canal de la Colme. Les Français devaient se charger de la défense de la moitié ouest du périmètre, jusqu'à Bergues compris, et les Britanniques de l'autre partie. A ce moment la position de l'armée belge était si confuse qu'on ne s'occupa pas de la prendre dans la tête de pont bien que, naturellement, on eût pu étendre le périmètre de celle-ci vers l'est si ç'avait été nécessaire.

Puis sir Ronald expliqua au général Fagalde son plan pour la limite des secteurs des corps, les points de rassemblements et la disposition des grèves. Il insista tout spécialement sur l'importance qu'il y avait à éviter l'embouteillage de la circulation dans toute la région, et dit qu'il avait décidé d'interdire toute circulation britannique au nord du canal, à l'exception de celle qui était absolument nécessaire pour des questions de tactique, de ravitaillement ou de service médical. Il pria le général Fagalde de prendre des mesures analogues pour ses propres troupes. Il suggéra également que les troupes françaises pénétrant dans le périmètre devraient être dirigées vers la partie ouest de celui-ci. Mais il semble que ces ordres ne soient jamais parvenus aux troupes françaises, qui amenèrent une quantité de véhicules dans le périmètre.

Ces questions furent reprises au cours de la conférence générale, mais le point principal fut un ordre du jour du général Weygand apporté par le général Koeltz.

Il réclamait une attitude résolue de la part de tout chef, et la mise en train d'une contre-attaque dès que possible. Puis le général Koeltz se mit à pousser les généraux Blanchard et Fagalde à reprendre Calais et, bien que, à ce moment, ils n'aient eu de disponibles que la 68^e division et les troupes régionales, ils acceptèrent. Mais, autant que j'en puis juger, aucune mesure ne fut jamais prise en ce sens.

DESCRIPTION DU PÉRIMÈTRE DE DUNKERQUE.

Le secteur britannique du périmètre de Dunkerque avait sa droite à Bergues et, de là, il suivait le canal jusqu'à Furnes et Nieuport. Ces places étaient de vieilles villes fortifiées, faciles à défendre, mais présentant de trop bonnes cibles aux avions. La destruction des ponts ne présentait aucune difficulté et, de fait, tous avaient été détruits à temps par les troupes britanniques ou françaises, à l'exception de celui de Nieuport, qui était large et solide et qu'on ne pouvait détruire avant l'arrivée de l'ennemi. Deux lignes de retraite étaient possibles : le canal de Bergues à Dunkerque et le canal des Moeres de Dunkerque vers Hondschoote au sud-est.

Directement au nord de cette ligne s'étendaient les inondations de Bergues sur tout le district des Moeres, sur une largeur de un à trois milles. Sauf en quelques endroits, elles ne couvraient pas les routes : elles étaient combinées pour éviter celles-ci, tout en empêchant tout déploiement. Mais, par endroits, elles empêchaient les troupes de se creuser des tranchées. Du côté belge de la frontière, le G. Q. G. belge n'avait donné l'ordre d'inonder que le 26 mai au matin, et ces inondations n'eurent aucun effet.

Au nord des inondations se trouvaient encore un pays plat, puis le canal Bergues-Furnes et la route principale

Furnes-Dunkerque. Enfin venait l'étroit secteur des dunes, s'arrêtant devant une large grève très ouverte, courant tout le long des positions et s'inclinant lentement vers la mer. Il n'y avait de quais et de jetées que ceux de Dunkerque. A des intervalles de un mille environ le long de la côte se trouvent les stations balnéaires de Coxyde, La Panne, Bray-Dunes et Malo-les-Bains.

DISPOSITION DU SECTEUR ET PROBLÈME DES TRANSPORTS.

En quittant Cassel, sir Ronald Adam alla immédiatement au quartier général de la 48^e division pour obtenir les plus récents détails sur la situation et, en particulier, savoir quelles étaient les troupes disponibles soit pour tenir le périmètre, soit pour contrôler la circulation. Il apprit que l'ennemi avançait dans une direction nord-est vers la forêt de Clairmarais. Il ne pouvait donc pas être question d'employer quoi que ce fût des réserves de la 48^e, et les seules troupes immédiatement disponibles étaient quelques unités du génie. Le général Thorne prêta cependant le brigadier, l'Hon. E. F. Lawson, qui reçut l'ordre d'établir la défense du périmètre et d'employer à cette fin les troupes qui se trouvaient sur place ou celles qui arrivaient.

La position fut alors divisée en trois secteurs pour les corps, chacun comprenant un point de rassemblement hors du périmètre, un secteur sur la ligne du canal et un autre sur la grève.

On s'apercevait déjà que la question de la circulation allait prendre une complication considérable. Depuis le 10 mai, elle avait été une source de difficultés constantes, mais, dans les premiers temps, elle avait été bien tenue en main par une obéissance stricte à des plans préalables et par l'utilisation de l'infanterie pour régler l'écoulement du trafic. Une fois commencée la retraite de la Dyle, le problème était devenu angoissant, en France comme en Belgique. Les réfugiés avaient

commencé à abandonner leurs maisons, dans le nord de la France, avant que les plans du gouvernement français aient pu être appliqués. On ne pouvait pas se servir des organisations françaises et les troupes britanniques ne pouvaient être distraites pour régler la circulation. Le problème des réfugiés était donc devenu de plus en plus aigu, et la vague qui avait d'abord déferlé de l'ouest, venant de Belgique, avait retrouvé l'ennemi sur la Somme et avait commencé à se retourner sur elle-même. On voyait partout des spectacles navrants, et la détresse des femmes, des enfants et des vieillards était pitoyable. Heureusement, le beau temps et les nuits chaudes n'aggravaient pas leurs épreuves et, bien qu'on s'attendît à la famine d'un instant à l'autre, rien de ce genre ne se produisit dans le secteur britannique. Malheureusement, on ne pouvait pas faire grand'chose pour aider les malheureux, car les rations des troupes étaient encore très maigres. De plus, leur présence sur les routes étaient souvent un grave danger pour nos mouvements. On avait dû donner aux corps le droit de les faire circuler comme ils le jugeraient bon ; parfois, il avait fallu refouler les voitures dans les champs pour libérer les routes.

Pendant la journée du 27 mai, les troupes avec leurs véhicules commencèrent à entrer dans le périmètre, sur le front des trois corps. Là où étaient parvenus les ordres nécessaires, les voitures étaient démolies et abandonnées dans les secteurs de rassemblement. Les rares détachements que l'on pouvait utiliser pour le contrôle de la circulation se révélèrent insuffisants, et, de ce fait, un grand nombre de véhicules britanniques et français entrèrent dans le périmètre de la ville de Dunkerque, alors qu'ils auraient dû rester dehors. Il y avait fatallement un grand nombre de troupes qui étaient séparées de leurs unités et, dans d'autres cas, des unités s'étaient détachées de leurs formations et arrivaient dans le périmètre sans ordres nets. On les envoyait renforcer les défenses ou on les embarquait, comme le jugeaient bon les organisateurs.

Le lendemain (28 mai), lorsque les corps prirent en main leurs secteurs, les difficultés de la circulation britannique étaient éclaircies, mais celles de la circulation française commençaient.

La 60^e division française commençait à arriver de Belgique et, en même temps, des éléments d'arrière-garde de leurs divisions mécanisées légères apparaissaient au sud et au sud-est. Ils furent bientôt suivis par les voitures du 3^e corps de cavalerie, principalement à traction hippomobile. Aucun de ces détachements ne semblait avoir reçu les ordres de laisser ses véhicules à l'extérieur du périmètre ; ils le firent rarement, à moins d'y être obligés par les postes de contrôle britanniques.

Le 28, le brigadier Lawson, à force d'énergie, avait réussi à accomplir l'œuvre urgente qui consistait à faire occuper le périmètre, de Bergues à Nieuport, par une série d'unités, principalement par de l'artillerie.

L'Amirauté avait chargé le front de mer de Douvres d'organiser l'embarquement. Un officier supérieur de marine avait été envoyé à Dunkerque pour établir les détails du plan, et l'on prenait des mesures pour recueillir un grand nombre de petits bateaux et de barques pour amener les troupes depuis les grèves jusqu'aux grands bateaux.

Le 27 mai, cependant, cette organisation n'était pas encore entrée en action, et il n'y avait pas encore eu moyen de se procurer suffisamment de marins pour occuper les grèves. Toutefois, il y avait déjà un commencement : les grèves s'organisaient à La Panne, Bray-Dunes et Malo-les-Bains. Chaque corps en recevait une et des détachements militaires étaient improvisés sur chacune d'entre elles. Ils fonctionnèrent sans aide navale pendant deux jours, mais le manque de petits bateaux et d'expérience les gêna beaucoup. Les soldats ne savaient pas se servir de bateaux à marée descendante et, pendant la journée du 27, pendant laquelle nous ne disposions que d'un torpilleur et de deux baleinières, on n'embarqua que 200 hommes.

Dunkerque, qui avait été fortement bombardé depuis plusieurs jours, dut faire face à une attaque particulièrement lourde le 27. Des colonnes de camions furent incendiées dans la ville, et un voile de fumée noire, venant des réservoirs d'essence qui brûlaient, flottait sans cesse au-dessus de la ville et des quais, gênant la défense contre avions.

Bien qu'on pût encore se servir du môle extérieur, le port intérieur était bloqué pour tous les bateaux sauf les petits.

Dunkerque fut donc abandonné par toutes les troupes, et elles partirent pour les dunes, à l'est de la ville, pour attendre leur embarquement. Le port lui-même resta sous le contrôle du grand quartier général et il fut occupé par des marins. A un certain moment, on eut l'impression qu'il pouvait être mis hors d'usage d'un instant à l'autre, mais il servit cependant jusqu'au dernier moment à l'embarquement des hommes, en quantités qui dépassèrent tout ce qu'on avait pu prévoir.

Le ravitaillement, l'eau et les munitions étaient expédiés d'Angleterre vers les grèves et le premier convoi arriva le 28 mai. Malheureusement, une forte proportion de ces provisions fut détruite pendant la traversée ou coulée à l'ancre. Cependant, de gros chargements furent débarqués à Coxyde et à la Panne, constituant une réserve dont on avait bien besoin.

Le 27 mai, les mouvements des 5^e et 50^e divisions s'achevèrent, et le flanc gauche s'étendait ainsi jusqu'à Ypres. Sur le front de Bergues à Hazebrouk, la pression ennemie croissait de façon continue.

Dans l'après-midi du même jour, le grand quartier général se déplaça de Premesques à Houtkerque (6 milles W.-N.-W. de Poperinghe). Les communications furent difficiles pendant toute la journée, car tous les quartiers généraux des corps étaient en route et il n'avait plus été possible de rétablir la ligne de communication qui, jusque là, passait par Lille.

(A suivre.)